

La croissance de l'économie belge devrait s'établir à 0,1 % en 2013 et à 1,1 % en 2014

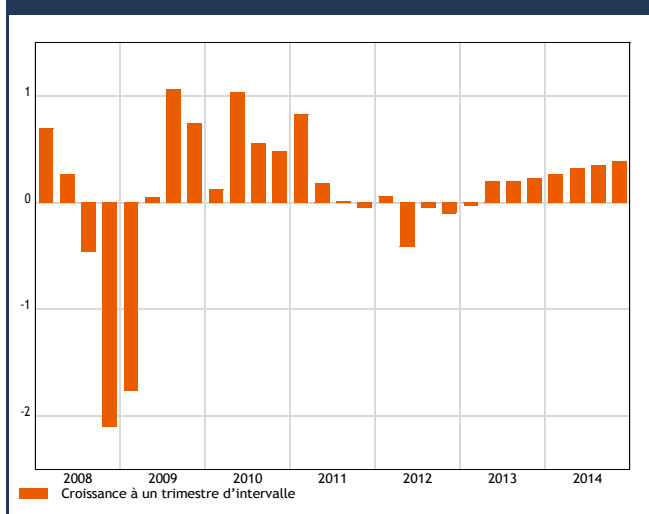
Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Cette nouvelle version actualise le budget économique de juin 2013 et est réalisée à la demande du gouvernement dans le cadre de la préparation du budget fédéral pour 2014.

La reprise de la conjoncture dans la zone euro semble amorcée, mais la croissance économique n'y dépasserait pas 1 % en 2014

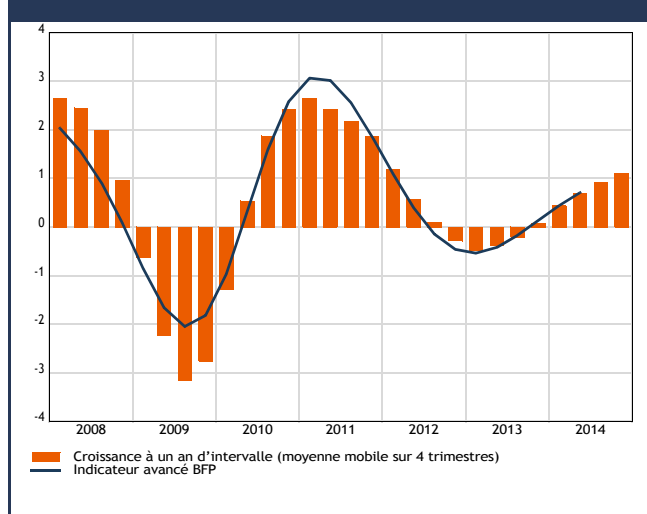
Après avoir été en récession durant un an et demi, l'économie de la zone euro dans son ensemble a renoué avec la croissance au second trimestre de 2013. Toutefois, les écarts de croissance entre les Etats membres sont restés importants : l'Allemagne et la France ont enregistré une nette reprise, alors que d'autres économies ont encore vu leur activité ralentir. L'évolution favorable de plusieurs indicateurs de confiance laisse supposer que la reprise se poursuivra au second semestre de 2013. Si aucun événement ne vient perturber le calme relatif des marchés financiers, la reprise devrait se confirmer, stimulée par une légère accélération de la croissance de l'économie mondiale.

En dépit d'une croissance positive à partir du deuxième trimestre, le PIB de la zone euro serait, sur base annuelle, encore en recul en 2013 (-0,5 %). La récession enregistrée jusqu'au premier trimestre de cette année constitue en effet un point de départ défavorable. En 2014, la croissance économique de la zone euro ne dépasserait pas 1 %. Les politiques budgétaires restrictives des autorités nationales continueraient à peser sur l'activité économique, mais dans une moindre mesure qu'en 2012 et certains Etats membres sont confrontés à un resserrement du crédit. De plus, la confiance dans les finances publiques et le secteur bancaire de plusieurs Etats membres resterait fragile. Une recrudescence de la crise de la dette dans un ou plusieurs Etat(s) de la zone euro compromettrait dès lors le scénario retenu. A l'inverse, un rétablissement de la confiance plus rapide que prévu pourrait même entraîner une reprise plus forte de la conjoncture dans la zone euro.

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Par conséquent, la croissance de l'économie belge resterait également modeste

Le ralentissement de la conjoncture internationale a

entraîné une légère contraction (-0,3 %) de l'activité de l'économie belge en 2012. Au second trimestre de 2013, celle-ci a renoué avec une croissance positive (0,2 % sur base trimestrielle) et devrait maintenir ce

rythme au second semestre dès lors que l'on observe une reprise progressive de la conjoncture européenne. Toutefois, en raison d'une situation de départ défavorable, sa croissance annuelle serait de 0,1 % cette année. En 2014, la croissance des exportations s'intensifierait et la demande intérieure repartirait à la hausse si bien que la croissance du PIB atteindrait 1,1 %.

Les exportations belges ont baissé dès le deuxième trimestre 2012 dans le prolongement du ralentissement de la croissance des débouchés extérieurs. La croissance des exportations devrait redevenir positive et progressivement s'intensifier dans la foulée de la conjoncture internationale. Ainsi, sur base annuelle, la croissance des exportations ne dépasserait pas 0,2 % en 2013, mais pourrait atteindre 3,6 % en 2014. Au cours des deux années, les exportations nettes apporteraient une contribution positive à la croissance économique. Cette évolution, conjuguée à une baisse du prix du pétrole, entraînerait une réduction du déficit de la balance extérieure courante.

La confiance des consommateurs, qui est particulièrement sensible à la situation du marché du travail, s'était nettement dégradée depuis la mi-2011. Par conséquent, les ménages ont épargné en 2012 une part plus importante de leur revenu disponible (15,3 %) qu'en 2011, aux dépens de la consommation privée. Étant donné que la confiance des consommateurs semble se rétablir depuis le deuxième trimestre 2013, il est peu probable que la propension à épargner se renforce encore. Par conséquent, la consommation des ménages augmenterait de 0,4 % en 2013 et de 0,8 % en 2014, davantage en ligne avec l'augmentation du revenu disponible réel. En 2013, les investissements en logements ont fortement diminué pour la cinquième fois en six ans (-4,4 %) ; ils ne se stabiliseraient plus ou moins (-0,4 %) qu'en 2014.

Les investissements des entreprises se sont maintenus (0,1 %) en 2012 en dépit de perspectives de débouchés décevantes et d'une nouvelle dégradation de la confiance des entrepreneurs. Les surcapacités dans l'industrie actuellement observées limitent les besoins en investissements d'expansion. En outre, la confiance des entrepreneurs est à peine plus élevée qu'au début de 2012 en dépit d'une légère amélioration au cours des deux derniers mois. Par conséquent, les investissements des entreprises devraient fléchir en 2013 (-1,1 %) pour repartir à la hausse (1,8 %) en 2014, stimulés par l'amélioration du climat économique.

Compte tenu de l'ensemble des mesures déjà décidées, la croissance annuelle en volume de la consommation publique devrait être limitée à 0,3 % en 2013 et à 1 % en 2014. La croissance des investissements publics reflète largement le cycle des travaux d'infrastructure mis en oeuvre par les pouvoirs locaux. Après avoir

progressé de 13 % au total au cours de la période 2011-2012, les investissements publics diminueraient de 11 % sur l'ensemble de la période 2013-2014.

Le nombre de chômeurs progresse sensiblement

Suite à un ralentissement conjoncturel, l'emploi intérieur a diminué en 2012 et – surtout – au premier trimestre de 2013. Grâce à une situation de départ favorable, les créations nettes d'emploi avaient néanmoins atteint 8 200 unités en moyenne annuelle en 2012. Cette année, les pertes nettes d'emploi avoisineraient les 8 000 unités, même en considérant l'amélioration prévue en cours d'année à mesure que l'activité économique s'intensifie. En 2014, près de 19 000 emplois seraient créés.

Compte tenu de la hausse de la population active, la dégradation de la situation sur le marché du travail a débouché sur une progression de 8 500 unités du nombre de chômeurs (en ce compris les chômeurs âgés complets indemnisés non demandeurs d'emploi) en 2012. En 2013 et 2014, le nombre de chômeurs devrait à nouveau augmenter de respectivement 21 000 et 18 000 unités. Le taux de chômage tel que défini par le BFP sur base de données administratives passerait ainsi de 12,1 % en 2012 à 12,7 % en 2014. Le taux de chômage harmonisé d'Eurostat (calculé à partir des enquêtes sur les forces du travail) passerait de 7,6 % en 2012 à 8,9 % en 2014.

L'inflation ralentit nettement

L'inflation belge, mesurée sur la base de l'indice national des prix à la consommation, fléchirait de 2,8 % en 2012 à 1,2 % en 2013 et 1,3 % en 2014. Ce ralentissement s'expliquerait en grande partie par le fléchissement de l'inflation sous-jacente et par la baisse des prix de l'énergie. Ces derniers sont influencés à la fois par un recul des prix du pétrole exprimés en euros et par la diminution des prix du gaz et de l'électricité consentie en début d'année par certains fournisseurs. En outre, l'impact des soldes sur les prix à la consommation est dorénavant pris en compte dans l'indice.

Le recul de la croissance de l'indice santé, qui n'est pas influencé par l'évolution des prix des boissons alcoolisées, du tabac, de l'essence et du diesel, serait un peu moins marqué, passant de 2,6 % en 2012 à 1,3 % en 2013 et 1,4 % en 2014. L'indice pivot pour les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique (122,01) serait ainsi dépassé en mai 2014.

Pour plus d'informations:
Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge
Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires¹

	2011	2012	2013	2014
Dépenses de consommation finale des particuliers	0.2	-0.3	0.4	0.8
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	0.8	0.8	0.3	1.0
Formation brute de capital fixe	4.1	-0.1	-2.3	0.6
Dépenses nationales totales	1.8	-0.4	-0.2	0.8
Exportations de biens et services	5.5	0.7	0.2	3.6
Importations de biens et services	5.6	0.6	-0.1	3.4
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.0	0.1	0.3	0.3
Produit intérieur brut	1.8	-0.3	0.1	1.1
Indice national des prix à la consommation	3.5	2.8	1.2	1.3
Indice santé	3.1	2.6	1.3	1.4
Revenu disponible réel des particuliers	-0.8	0.9	0.2	1.0
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	14.4	15.3	15.1	15.2
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	61.6	8.2	-7.7	18.7
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7.2	7.6	8.6	8.9
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	-1.1	-1.6	-1.4	-0.9
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	139.2	128.6	131.6	132.0
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	1.4	0.6	0.2	0.4
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	4.2	3.0	2.5	3.1

1. A titre exceptionnel, les comptes des secteurs institutionnels (les particuliers, les entreprises et le reste du monde) ne sont pas publiés. Vu que les prévisions ont été clôturées anticipativement, les tableaux n'ont pu être entièrement actualisés faute de données disponibles.